



**La dette publique, le futur traité européen :
Une journée pour s'informer, débattre, agir ensemble**

Samedi 22 septembre de 10H à 16H

SALLE JEAN LURCAT, BEGLES

20 rue Pierre Curie.

Tram C, station de terre-neuve
BUS 26, arrêt Curie,
BUS 11, arrêt Brascassat

10h / 12h ATELIERS

1^{er} atelier : « la crise en GRECE, en ISLANDE, en ESPAGNE, au PORTUGAL... » animé par **JM HARRIBEY**

D'où viennent les dettes ? Les politiques d'austérités, quelles conséquences pour les peuples ? Quelles autres alternatives ?

2^{ème} atelier : « dettes publiques des collectivités territoriales » animé par **J.J PARIS**

Pas assez de recettes, trop de dépenses, emprunts toxiques ? Comment en sortir ?

3^{ème} atelier : « dette publique, déficits publics et fiscalité » animée par **Florence TOQUET**

(Solidaires finances publiques)

Réalité et propositions

De 12H à 14H : pause déjeuner festive

**14h / 16h : Le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance),
présentation Bernard Conte, suivie d'un débat**

Il s'agit d'un nouveau traité concocté par les gouvernants européens et qui doit être soumis à la ratification des pays membres. Il doit restaurer la croissance, résoudre la crise de la dette souveraine. En France Le président de la République après avoir promis d'exiger sa renégociation s'apprête à le faire voter par les députés tel quel pendant la session d'octobre, alors que les citoyens connaissent à peine son contenu.

En quoi est-il dangereux ? Quelles conséquences sur notre vie au quotidien ?

Quelles nouvelles régressions économiques, sociales et démocratiques contient-il ?

Quelles ripostes pour empêcher sa ratification et pour permettre aux peuples de reprendre la main ?

Les organisations syndicales (CGT, FSU, SOLIDAIRES). Les associations (ATTAC, AC, APPEL DES APPELS LIGUE DES DROITS DE L'HOMME...) qui composent notre collectif et les partis politiques et leurs associations d'élus (front de gauche, NPA, ...) qui le soutiennent jugent ce traité nocif pour les peuples et ont décidé d'informer les citoyens et de proposer des initiatives et des actions pour empêcher sa ratification.